

## Motion 2078

### Ecoles primaires des Pâquis : trafic de drogue, spectacle permanent pour les enfants...

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que nos enfants, pour étudier dans les meilleures conditions possibles, ont droit à un encadrement de qualité ;
- que les écoles doivent absolument être protégées de la criminalité de rue ;
- que les élèves ont droit à un autre spectacle que le trafic de drogue permanent qui règne aux Pâquis ;
- que cela fait trop longtemps que les dealers ont pris possession des abords des écoles de la rue de Zurich et de la rue de Berne ;
- que, malgré les opérations de police (*Figaro, Mousquetaire*, etc.), la scène ouverte du trafic de drogue continue allègrement, en toute impunité, au vu et au su de tous, en particulier des écoliers ;
- que le deal de drogue se pratique nuit et jour et ne s'arrête pas pendant les heures de rentrée et de sortie de l'école, encore moins pendant les récréations ;
- que dès le matin les parents accompagnant leurs chérubins à l'école se voient parfois obligés de « zigzaguer » entre les dealers « zonant » sur les trottoirs du périmètre des écoles ;
- que les parents d'élèves des écoles des Pâquis entendent de plus en plus souvent des remarques de la part de leur progéniture, concernant les comportements étranges d'individus stagnant aux abords des écoles ;
- qu'il paraît que des enseignants auraient même surpris « des personnes étranges » à l'intérieur des bâtiments scolaires ;

invite le Conseil d'Etat

- à engager les forces de police afin de mettre en place une permanence aux abords immédiats des écoles pendant les heures de rentrée et sortie des classes, matin et après-midi, ainsi que pendant les heures de récréation ;
- à collaborer avec la police municipale, afin de permettre une sécurisation pérenne du secteur le plus rapidement possible ;

- 
- à ne plus permettre que la criminalité profite du confort des abords des écoles pour pratiquer des activités illégales ;
  - à présenter un plan d'action dans les plus brefs délais au Grand Conseil.